

# le poing levé

Tract édité par le secteur jeune de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) - (le 09/05/05)



N°11

## **Contre l'Europe du capital et de la matraque Pour l'Europe des luttes des peuples et des travailleurs Non à la constitution européenne!**

Chirac doit se mordre les doigts d'avoir demandé l'avis de la population sur la Constitution européenne par un référendum. Il aurait pu passer en force comme il l'avait fait avec Jospin pour imposer les derniers traités européens tout aussi libéraux, ou comme Fillon l'a fait en imposant sa loi renforçant les inégalités, contre le mouvement lycéen.

En effet malgré le matraquage médiatique pour sauver le Oui, cette constitution est rejetée par les salariés et la jeunesse.

### **Contre l'Europe de la matraque et de la finance**

Hollande comme Chirac nous demandent de voter pour la politique de destruction sociale, de discriminations et de préjugés réactionnaires qu'ils ont défendue ensemble lors des cohabitations ou séparément depuis plus de 20 ans. C'est l'Europe des privatisations des services publics, de la casse de l'éducation et de la recherche, du manque de moyens et de personnels dans les hôpitaux, du « droit à la vie » contre celui de l'avortement, de l'expulsion des sans-papiers, des augmentations des budgets militaires et policiers.

L'Europe que les gouvernements de droite comme de gauche nous construisent et qu'ils veulent nous faire approuver lors de ce référendum, c'est l'Europe des inégalités sociales et de la matraque. Ils nous demandent notre avis, alors ne nous gênons pas !

### **Un Non de lutte**

Si le mouvement social marque le pas après la démonstration de force du 10 mars, c'est parce que les directions syndicales ont déserté. Un million de personnes dans la rue, et puis plus rien... Mais il est clair que l'intervention des salariés et de la jeunesse en lutte a transformé la situation politique : le basculement du Non en tête dans les sondages dès le lendemain du 10 mars en est l'expression directe. C'est pourquoi le matraquage médiatique pour le oui est si intense comme la répression des mouvements lycéen en particulier (arrestations, inculpations) : il veut faire taire rapidement tous les foyers de lutte.

Sous la pression du mouvement social, la campagne pour le référendum met en lumière les hypocrisies, les connivences... et les ressemblances, à l'image du nouveau couple Sarkozy-Hollande posant à la une de *Paris-Match* : droite et gauche libérale apparaissent plus que jamais complices, s'appelant mutuellement à la rescousse pour sauver le Oui.

Notre Non au traité, celui du monde du travail et de la jeunesse, est un Non de lutte. Loin de préparer 2007 et les futurs retournements déjà annoncés et trahisons prévisibles, c'est un outil pour œuvrer à la généralisation de la contestation du capitalisme. Quel que soit le gouvernement qui sortira de la crise qui s'annonce, les travailleurs et la jeunesse doivent se préparer à faire valoir leur droit.

### **Pour une Europe internationaliste, solidaire et révolutionnaire**

Face à l'Europe libérale des gouvernements de droite et de gauche, une autre Europe est possible, celle des luttes des salariés et des jeunes, celle de la contestation sociale allant jusqu'au bout de la confrontation avec l'Etat et les patrons. Pour une autre société sans exploitation, ni injustices, où tout le monde a le même droit à la culture et à l'éducation, seul l'organisation de la population à la base de façon démocratique, indépendante de tout gouvernement, peut imposer une autre répartition

**Lundi 16 mai (pentecôte) :  
Tous en grève contre le travail  
gratuit et le gouvernement !  
Manifestation à 10 h  
Place de la République,  
suivi d'un pique-nique à Gambetta**

# « The Take » : l'expropriation des patrons par des ouvriers argentins

Comme quoi les patrons n'ont pas toujours le dernier mot... En fait foi la récente sortie sur nos écrans de ce documentaire canadien « The Take » réalisé par Naomi Klein et Avi Lewis sur les mouvements ouvriers en Argentine.

2001, l'Argentine est victime d'une grave crise économique qui provoque la fuite des capitaux et la fermeture de milliers d'entreprises. Les ouvriers décident alors de reprendre ces usines à leur compte et de les gérer eux-mêmes. Le film va suivre de très près tout le processus de récupération et d'autogestion d'une usine jusqu'à sa validation officielle par les institutions juridiques ; ce qui, évidemment, ne va pas se faire avec une facilité déconcertante. Autant il apparaît aux yeux des ouvriers qu'autogérer l'usine est fort simple : pas de patrons, statut et salaire identique pour tous, prise de décision collective ( « un travailleur, un vote ») ; autant la reconnaissance officielle de l'usine par les instances juridiques - qui va permettre à l'usine de vendre sa production - est difficile et va demander un véritable combat et une solidarité concrète entre les ouvriers. Que ce soit pour l'ouver-

ture ou contre la fermeture d'une usine autogérée, seule la création d'un véritable rapport de force concrétisé par des manifestations, des occupations d'usines et bien souvent une confrontation physique avec l'Etat via la police va donner la possibilité aux travailleurs de mener à bien leur projet.

Aujourd'hui, plus de 200 usines sont autogérées et organisées en fédération ; cependant, chaque journée s'avère être un combat contre l'Etat, qui allié aux patrons, semble tout faire pour récupérer ces usines.

Un problème fait donc très clairement jour : celui du rapport qu'entretiennent les travailleurs avec l'Etat.

Il faut désormais qu'ils se posent le problème à une autre échelle et élaborent clairement un projet révolutionnaire pour leurs luttes. Toutefois, l'absence en Argentine de parti révolutionnaire de masse se fait cruellement ressentir. Mais ne sous-estimons la force que peut représenter un mouvement ouvrier, que ce soit dans la pratique ou de manière théorique par la formation politique qu'il apporte à ses protagonistes.

El pueblo unido jamás será vencido !



---

## Quand le Parlement ne suffit plus, la police le remplace

En région parisienne et dans plusieurs villes de province (Lille, Toulouse...), les lycéens continuent leur combat contre la loi Fillon. Celui-ci tourne de plus en plus à un affrontement avec la police qui a ordre de réprimer violemment les lycéens. Matraquage, arrestations arbitraires, garde à vue prolongées, le gouvernement a changé de méthode face à la résistance des lycéens. Tant que la loi n'était pas adoptée, le gouvernement pouvait compter sur les directions syndicales de l'enseignement pour empêcher la généralisation du mouvement aux profs et plus largement à tous les salariés qui veulent en finir avec ce gouvernement. D'un côté, les directions syndicales, de l'autre le dialogue social avec l'UNL et la FIDL et l'argument que ce n'est pas la rue qui fait la loi mais les députés. Le but était de décourager les lycéens qui se battent pour leur droit à l'éducation et pour leur bac ; en disant que la démocratie c'est le dialogue social et le vote des députés. Le vote définitif de la loi aurait dû enterrer le mouvement mais déjà le 8 mars, Fillon avait bien compris que face aux lycéens la morale pseudo-démocratique et la trahison des syndicats ne suffiraient pas, la violence devait prendre le relais.

Le 8 mars, la police a ordre de ne pas intervenir contre les bandes de jeunes qui ont agressé les manifestants. Ces

contre-manifestants sont eux mêmes le produit de la ghettoïsation, du chômage et de la misère sociale qui touchent particulièrement les banlieues. Le risque d'une jonction des mouvements lors de la manif interprofessionnelle du 10 mars fait peur aux bureaucrates et au gouvernement. Après le passage au Parlement, les syndicats ont complètement lâché le mouvement : manifestation symbolique le samedi 2 avril et aucune remise en cause des sacro-saintes décisions du Parlement. Mais les lycéens résistent, même s'ils n'ont plus la force et les moyens d'organiser des manif énormes comme au début du mouvement. Toute la réalité de la démocratie bourgeoise s'étale alors, quand les recours institutionnels ne fonctionnent plus, les flics et les CRS chargent les lycéens. Les médias se font largement le relais de la propagande qui accuse les lycéens d'attaquer les CRS qui « se défendent légitimement »... Avec la violence, il y a aussi les arrestations injustifiées, les gardes-à-vue qui se prolongent : faire peur voilà les méthodes du gouvernement pour arrêter les lycéens.

Rien n'arrête les lycéens, ni le vote du parlement, ni l'absence de soutien des syndicats de profs car ils portaient dès le début dans leur combat des revendications plus larges, celles de tous les salariés contre les injustices et la misère, pour en finir avec ce gouvernement du patronat.

# Pour une Europe sans frontières !

Le 9 décembre 2004, le ministre de l'Intérieur félicitait ses préfets : « *Des bons résultats ont déjà été obtenus cette année. Depuis le début de l'année, plus de 13 000 étrangers en situation irrégulière ont été éloignés, contre 9 400 à la même époque l'année dernière. [...] Pour 2005, je fixe un objectif encore plus ambitieux avec 20.000 éloignements* ». Avec cet inimitable cynisme de flic droit dans ses bottes, de Villepin donne le cap sans ambiguïté.

Le droit d'asile a été réformé (ou plutôt : saccagé) par Sarkozy, le principe de double peine confirmé, la durée légale maximale de rétention triplée ; on construit de nouveaux centres de rétention plus grands, avec des moyens qui pourraient servir à assurer avec un minimum de dignité l'accueil des étrangers (hébergement, soins, etc.). À Bordeaux, les descentes de flics se sont multipliées dans les cafés, sur les chantiers. Ce ne sont jamais les patrons qui surexploient qui sont sanctionnés, mais les travailleurs sans-papiers sous-payés (au noir) qui sont expulsés : l'objectif est de terroriser une population fragilisée pour en faire une main-d'œuvre docile, sans droit.

Lorsque la loi ne suffit pas à cela, il suffit de passer outre. Par exemple en expulsant avant que le tribunal ait statué sur la validité de l'expulsion. Ou en utilisant

l'école pour retrouver les sans-papiers dont les enfants sont scolarisés... À Bordeaux, le préfet a pris plusieurs arrêtés d'expulsion à l'encontre de telles familles, dont les enfants sont scolarisés, mineurs (donc... inexpulsables) voire français. L'année dernière, il avait même expulsé des étrangers possédant pourtant un titre de séjour valide...

Cette politique xénophobe est inhumaine et aussi criminelle : aux frontières de l'Europe, où les capitaux passent librement, les pauvres trépassent - **5 000 morts recensés** en dix ans.

Les raisons qui poussent des gens à tout abandonner pour venir ici peuvent être d'ordre économique ou politique ; dans les deux cas, nos classes dirigeantes française et européenne qui organisent aujourd'hui l'Europe-forteresse n'y sont pas exactement pour rien. Par l'arme de la dette, elles organisent la misère au Sud, étouffent le développement, imposent les politiques économiques qui leur sont avantageuses, détruisent les services publics de base (eau, électricité...), puis, lorsque des conflits éclatent, elles vendent les armes...

À bas les frontières, liberté de circulation et d'installation, pour toutes et tous !

---

## Travailler gratuitement en solidarité avec les politiques libérales de casse sociale : non merci !

La canicule de l'été 2003 avait provoqué plus de 15 000 décès, notamment parmi les personnes âgées... Le système hospitalier avait été dépassé par la crise, les salariés de la santé, faisant de leur mieux pour sauver le plus de vies possibles, enchaînaient des journées de 15h, récupéraient de la glace dans les magasins voisins... Cet été là, les différents ministres étaient tranquillement en vacances. Alors que ce qui éclatait à la vue de tous, c'était le résultat de 20 ans de dégradation sociale dans le service public de santé, 20 ans de réduction budgétaire, de manque de personnels, 20 ans d'une politique de casse sociale menée par des gouvernements socialiste ou de droite. Raffarin avait alors culpabilisé la population en l'accusant de ne pas être solidaire des personnes âgées, pour mieux éviter qu'on l'accuse lui.

Sur la base de cette politique provoquant une vé-

ritable régression sociale et culpabilisant les salariés de consommer trop de médicaments, de se mettre trop souvent en arrêt maladie, d'être privilégiés par des retraites trop avantageuses, d'être pas assez flexibles, compétitifs... le gouvernement avait alors décidé que par solidarité nous devions travailler gratuitement un jour par an, par exemple le lundi de Pentecôte. Travailler gratuitement, c'est produire pour son patron des richesses sans salaire en contrepartie, mais des richesses que les patrons vendront et dont ils retireront un bénéfice sans rien déboursier. En gros, c'est toujours aux mêmes à qui on demande d'être solidaires !

La véritable solidarité, c'est de refuser de travailler ce jour là pour manifester contre la politique de ce gouvernement qui casse l'éducation, les retraites, la santé... au profit des patrons.

# 8 mai 1945 : massacres coloniaux à Sétif et Guelma

Le 8 mai 1945, c'est l'armistice et la fin de la guerre contre l'Allemagne nazie. C'est aussi le début de la guerre que la République française va mener pendant plus de quinze ans à ses colonies, en Algérie, à Madagascar, en Côte d'Ivoire, ou au Vietnam...

Le déroulement de la seconde guerre mondiale avait nourri les sentiments de révolte contre la puissance coloniale française et sapé les bases de la domination coloniale : déroute de l'armée française en 1940, promesses sur le « droit des peuples » du gouvernement américain, des Alliés, et de De Gaulle ; mobilisation forcée, vies sacrifiées « pour la France ».

Le 8 mai 1945, à Sétif et Guelma (Constantinois algérien), au cours des manifestations célébrant la victoire, apparaît la revendication d'indépendance de l'Algérie. La bourgeoisie coloniale ne peut l'admettre, elle qui vit du pillage, de l'exploitation des *indigènes* (le code de l'indigénat est alors toujours en vigueur...). La police tire sur la foule et tue ; elle disperse les manifestants, déclenchant des affrontements au cours desquels des algériens et des européens sont abattus. Le soir, la loi martiale est décrétée, les milices de colons formées et armées ; la « chasse à l'Arabe » commence. Le Constantinois s'embrase, l'armée est mise sur le pied de guerre. La répression va être brutale et méthodique : arrestations et exécutions massives, bombardements aériens, et déjà, la torture. On dénombre, selon les estimations, entre 6 000 et 45 000 morts algériens en quelques six semaines. C'était déjà la guerre d'Algérie. Cette fois, le gouvernement français (auquel participent, c'est à noter, des ministres socialistes et communistes, qui ont renié depuis longtemps l'internationalisme et se sont ralliés aux intérêts de la bourgeoisie française) a noyé dans le sang la révolte contre

l'ordre colonial. Deux ans plus tard c'est à Madagascar que l'Empire français déclenche un grand massacre pour éteindre les velléités d'indépendance : 90 000 morts. Entre-temps la guerre d'Indochine a commencé avec le bombardement d'Haïphong par la marine française, et ses 6 000 victimes gratuites.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, les dirigeants français ont décidé de mettre au pas les colonies aspirant à l'indépendance, par la répression et par la guerre. Ces buts et ces méthodes seront occultés tout au long de la période et bien après. La France n'a reconnu qu'il y avait eu une guerre en Algérie que quarante ans après. Pour les nombreux massacres coloniaux et l'usage généralisé de la torture en Algérie, il faudra attendre.

Aujourd'hui c'est au contraire la glorification du rôle de la France dans ses colonies qui est à l'ordre du jour : le 23 février dernier était discrètement votée une loi imposant de relater dans les programmes d'enseignement et de recherche « *l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements d'Algérie* ». En toute simplicité. Exit la guerre de conquête (1830 – 1870) et son cortège de massacres, la spoliation massive des terres agricoles, la réduction en semi-esclavage grâce au code de l'indigénat... D'ailleurs comme l'a dit le ministre présentant ce texte de loi (un ancien officier de l'armée française en 1958-1962), « *Le Gouvernement propose aujourd'hui de rendre justice à la beauté et à la grandeur de ce que nos compatriotes ont bâti hors de métropole* » : des sociétés coloniales ouvertement inégalitaires fondées sur l'exploitation des *indigènes* et bâties sur des tas de cadavres.

(à lire : Massacres coloniaux, Yves Benot)

**3e Forum Social Local**  
débattre pour contribuer à la  
convergence des mécontentements sociaux  
14 et 15 mai, IUT Renaudel  
(place Ste-Croix)

**Le 26 mai 2005**  
Grand meeting unitaire  
**pour le NON**  
au traité constitutionnel  
20 heures au gymnase  
Palmer à Cenon



Pour joindre la LCR, n'hésitez pas à prendre contact avec les militants.  
Local LCR (Quartier St Michel) : 99, rue Camille Sauvageau- 33800 BORDEAUX  
Tel : 05 56 91 40 25 ou lepoingleve@laposte.net